

**Mission Multidimensionnelle  
Intégrée des Nations Unies  
pour la Stabilisation en  
République Centrafricaine**



**United Nations  
Multidimensional Integrated  
Stabilization Mission in the  
Central African Republic**

**MINUSCA**

-----

## **NOTE D'INFORMATION**

### **LA MINUSCA ECHANGE AVEC LES INTERLOCUTEURS CENTRAFRICAINS POUR REpondRE AUX DEFIS SECURITAIRES ET HUMANITAIRES**

Bangui, le 07 décembre 2016 – Le dialogue entre Centrafricains, la sécurité et la réponse aux besoins humanitaires sont au centre des rencontres et missions que mènent depuis lundi, à Bangui et dans certaines régions de la RCA, les responsables de la MINUSCA, a annoncé mercredi le porte-parole de la Mission. « Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies s'est entretenu mardi avec le Cardinal Dieudonné Nzapalainga. La Représentante spéciale adjointe ainsi que les ministres de l'Élevage et de la Réconciliation nationale ont visité le village de Kouï (nord-ouest). Le Représentant spécial adjoint et Coordonnateur humanitaire était à Kaga Bandoro (centre) pour s'enquérir de la situation humanitaire », a dit Vladimir Monteiro.

Lors de la conférence de presse hebdomadaire, Monteiro a également affirmé que la situation dans la Haute-Kotto et la Ouaka est au centre des démarches de la Mission, avec comme principal objectif d'éviter des combats à Bambari. « La MINUSCA utilisera tous les moyens à sa disposition contre toute force qui chercherait à provoquer une guerre mais aussi pour protéger la population civile », a-t-il précisé, ajoutant que parallèlement à cette posture la MINUSCA discute avec les deux belligérants - le Front populaire pour le redressement en Centrafrique (FPRC) et l'Union pour la

**Bureau de la Communication et de l'information publique**

Centrafrique (UPC) - pour qu'ils règlent pacifiquement leurs différends. Par ailleurs, « les responsables de ces groupes seront tenus pour responsables de leurs actes et répondront devant la juridiction nationale ou internationale » en cas de guerre à Bambari.

Sur la situation à Bria, le porte-parole a fait savoir que la Mission a pris des mesures pour protéger les civils dans la ville et en particulier les déplacés, dont quelques 6.000 près de sa base et environ 5.000 au bord de l'aérodrome. En outre, « les Casques bleus effectuent également des patrouilles pour protéger les 485 civils peulhs qui ont décidé de rester près de leurs résidences », a-t-il déclaré. « La MINUSCA n'a pas abandonné la communauté peulhe - ni aucune communauté d'ailleurs - contrairement aux affirmations d'Human Rights Watch », a renchéri Monteiro.

Le porte-parole est également revenu sur deux interventions de la MINUSCA en soutien à la réforme du secteur de sécurité et à la cohésion sociale, à savoir la formation de formateurs à l'endroit de 30 sous-officiers des FACA et le projet de Réduction de violence communautaire, avec le début des activités de formation professionnelle à Bangui « Les premiers 254 bénéficiaires retenus dans la première phase prennent actuellement des cours tels que la mécanique, la maçonnerie, la couture ou l'informatique dans six centres de formation de la capitale centrafricaine. Le projet vise à soutenir la réinsertion socio-économique de 3.000 ex-combattants et jeunes-à-risque associés aux groupes armés à Bangui », a dit Monteiro.

De son côté, le porte-parole de la Force, le Lieutenant-Colonel Clément Cimana, a fait part de progrès sécuritaire dans la ville de Bangui alors que la situation reste imprévisible à Bria et à Bambari. « Mais plusieurs actions sont en cours pour empêcher toute éventualité, notamment l'arrivée des renforts et des opérations de reconnaissances d'objectifs qui ont été conduites, sur les groupes déjà en position comme sur leurs renforts », selon Cimana. Par

ailleurs, la Force a escorté 741 véhicules commerciaux la semaine dernière sur les trois principaux axes routiers du pays.

Pour sa part, la porte-parole de la Police, Popescu Oana Andreea a mis l'accent sur le recrutement de 500 nouveaux policiers et gendarmes centrafricains en 2017, avec l'appui de la Mission. « Le sujet a été au centre d'une discussion entre le Ministre de l'Intérieur et de la sécurité publique, les Directeurs généraux de la police et de la gendarmerie et le commandant par intérim de la Police de la MINUSCA. Ce recrutement est crucial en vue du renforcement et du déploiement des forces de sécurité intérieures sur le territoire national », a-t-elle déclaré.